

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 25 mars 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STEELCASE SA**

Rue Auguste Lumière  
BP 70132  
57400 Sarrebourg

Références : SARREBOURG\_STEELCASE\_2022-03-16\_RAPVI\_AGK\_31344

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2022 dans l'établissement STEELCASE SA implanté rue Auguste Lumière BP 70132 57400 Sarrebourg. L'inspection a été annoncée le 21/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEELCASE SA
- Rue Auguste Lumière BP 70132 57400 Sarrebourg
- Code AIOT dans GUN : 0006201835
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement STEELCASE à Sarrebourg produit du mobilier de bureau. A ce titre, les installations présentent des procédés d'encollage, de peinture, de soudure, de moulage. L'établissement utilise des solvants, et stocke des polymères. Les contrôles réalisés ont porté sur les suites des visites précédentes, et les procédés émetteurs de COV.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites des inspections précédentes : Conformités des exutoires de fumées et reboisement de la zone humide,
- rejets atmosphériques du site sur les installations émettant des COV.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Aménagement naturel	Arrêté Préfectoral du 05/02/2018, article 4	/	Sans objet
Localisation des moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 06/05/2002, article 20.4.4	/	Sans objet
Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/05/2002, article 31.3	/	Sans objet
Émissions atmosphériques - surveillance	Arrêté Préfectoral du 06/05/2002, article 32.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Éxutoires de fumées en partie haute	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2 – annexe I – point 2.4	/	Sans objet
Localisation des moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 06/05/2002, article 20.4.1	/	Sans objet
Émissions atmosphériques – COV	Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 4	/	Sans objet
Émissions atmosphériques – COV	Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 3	/	Sans objet
Rejets atmosphériques de la chaudière	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I – point 6.2.4-I	/	Sans objet
Rejets atmosphériques de la chaudière	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I – point 6.3 – I et II	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Depuis 2018, l'établissement est en cours de mise en conformité des bâtiments vis à vis de l'évacuation des fumées incendie. Une part de cette mise en conformité relève de la réglementation des installations classées du fait du stockage de polymères. Pour cette partie, l'exploitant a démontré la mise en conformité.

Sur les rejets atmosphériques, les installations émettrices de COV ont été contrôlées et il ressort

qu'une installation n'est pas à jour de surveillance réglementaire. L'exploitant a présenté un bon de commande avec date d'intervention pour le contrôle des rejets concernés.  
Enfin, la création d'un bassin de confinement des eaux incendie en 2018 a conduit à la création d'une zone humide en compensation ; le boisement de cette zone humide est un échec, l'exploitant a engagé une réflexion sur des solutions plus pérennes.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Aménagement naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2018, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Biodiversité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Zone humide : [...] La vocation forestière est assurée par la plantation de 100 boutures de Saule blanc (boutures de 1,5 m de long et 1 à 3 cm de diamètre, enfoncées de 30 à 50 cm dans le sol). La plantation se fait dès la fin du chantier, mais hors période de gel. [...]
<b>Constats :</b> Lors du contrôle du 21 juin 2018, l'exploitant n'avait pas planté les saules blancs requis en compensation de la création de la digue. Lors de l'inspection du 10 octobre 2019, les saules blancs n'étaient toujours pas plantés. L'exploitant s'était engagé à réaliser la plantation dans les 3 mois suivant l'inspection, et a justifié auprès de l'Inspection par courriel du 23 juillet 2020 avoir fini la plantation le 20 février 2020.  Cependant, lors de l'inspection, il a été constaté que ces bouturages n'ont pas pris, ce que l'exploitant a confirmé. L'exploitant a indiqué qu'au printemps 2022, des actions seront entreprises pour revégétaliser la zone. A ce titre, il a indiqué ne pas exclure d'utiliser d'autres essences.  L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les essences visées dans la prescription. Il est rappelé que l'étude réalisée en juillet 2017 par JG LAMBERT et Associés en appui de la prescription indique : "La communication directe entre la Sarre, la Bièvre et ce boisement marécageux (corridor continu), dominé par les Saules, pourra offrir un habitat favorable au Castor qui vient de recoloniser les berges de la Sarre à Sarrebourg ; les Saules constituant la base de son régime alimentaire." En cas de modification de l'essence, l'exploitant devra évaluer l'impact de ce changement et le porter à la connaissance du préfet.
<b>Observations :</b> Considérant l'action initialement entreprise par l'exploitant et démontrée par courriel le 23 juillet 2020, l'inspection ne propose pas de suite.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Exutoires de fumées en partie haute**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2 – annexe I – point 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux abritant l'installation de "stockage" doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : [...] Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture. D'autre part, ces dispositifs sont isolés sur une distance d'1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux M0. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que la pose des exutoires de fumées répondant à la prescription a été réalisée.
<b>Observations :</b> L'exploitant informera formellement le préfet de la fin des travaux et des caractéristiques dimensionnelles des exutoires afin de justifier du respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Localisation des moyens de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2002, article 20.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Report sur un plan des moyens de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant disposera de moyens de défense adaptés aux risques présentés par les installations. Ces moyens seront judicieusement répartis sur le site et leur emplacement sera reporté sur un plan tenu à jour.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 10 octobre 2019, il avait été constaté que le plan présentant les moyens de lutte contre l'incendie ne comportait pas les poteaux incendie. Par ailleurs, ce plan n'était affiché nulle part dans les locaux. Par courriel du 20 décembre 2019, l'exploitant a transmis un plan mis à jour.  Lors de l'inspection, il a été constaté l'affichage du plan sur le tableau d'accueil des secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Localisation des moyens de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2002, article 20.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Justification de la disponibilité des moyens incendie.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site disposera de moyens de défense judicieusement répartis entre moyens fixes et moyens mobiles. Au minimum, les dispositions suivantes seront respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- aucun point des installations ne devra être distant de plus de 100 m d'un poteau d'incendie (ceci par les voies de communication),</li><li>- le débit minimum des poteaux d'incendie sera de 300 m<sup>3</sup>/h,</li></ul> <p>[...]</p> <p>Voir aussi : Arrêté du 14/01/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (Stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) - Annexe I - point 4.2</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre et permettant au minimum 3 heures d'utilisation, [...]"</li></ul>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 10 octobre 2019, l'exploitant n'avait pas pu démontrer :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- que tout point de l'installation est effectivement à moins de 100 m d'un poteau incendie (par les voies de communication).</li><li>- la disponibilité effective du débit requis : débit simultané sur plusieurs poteaux de 300 m<sup>3</sup>/h.</li></ul> <p>Notamment, un courrier du SDIS du 17 janvier 2018 indiquait que le débit disponible en simultané sur les poteaux est de 220 m<sup>3</sup>/h.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la disponibilité du débit durant 3 heures telle que prévue par l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 n'a pas été vérifiée.</li></ul> <p>Par courriel du 20 décembre 2019, l'exploitant a indiqué s'être rapproché du SDIS pour :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1-faire valider que la distance de 100 m est à apprécier depuis les entrées des bâtiments ;</li><li>2-que le débit des 300 m<sup>3</sup>/h est obtenu par la combinaison des poteaux incendie et d'un point de pompage dans la Sarre ou la Bièvre. Il précise que sur les 300m<sup>3</sup>/h, le SDIS attend 1/3 du débit sur les poteaux, soit 100 m<sup>3</sup>/h.</li><li>3-être en attente de la démonstration de la disponibilité sur les poteaux.</li></ol> <p>L'inspection note les éléments transmis par l'exploitant qui conduisent à justifier du non respect de la prescription. Toutefois il est rappelé que pour modifier la prescription, il conviendra de déposer un porter à connaissance avec les justificatifs adaptés ; en particulier, toute justification écrite du SDIS.</p> <p>L'exploitant a indiqué que cette demande formelle va être formulée rapidement.</p> <p>Concernant la disponibilité du débit sur 3 heures, l'exploitant a indiqué mettre à jour ses calculs de besoin en eau incendie sur la base de référentiels reconnus (document D9 par exemple) justifiant des besoins sur 2 heures, et sur la base des informations transmises par le SDIS.</p> <p>L'inspection rappelle qu'il s'agit d'une prescription de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000. Pour cette activité le site étant classé à déclaration, si l'exploitant souhaite démontrer que ses besoins en eau incendie sont suffisant, l'inspection rappelle que le code de l'environnement s'applique (notamment articles L.512-10 et R.512-50 et suivant).</p>
<p><b>Observations :</b> Considérant les éléments attendus de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite dans l'immédiat et demande à l'exploitant de justifier de la prescription, ou d'une demande de modification de prescription dans un délai de 30 jours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**Nom du point de contrôle :** Émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2002, article 31.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions atmosphériques des installations (hors combustion)
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  (Prescription modifiée par l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-57 du 14 février 2005)</p> <p>"Les valeurs limites de rejet à respecter pour les effluents atmosphériques sont les suivantes :  Origine des émissions // Polluants // Concentration maxi en mg/Nm<sup>3</sup> // Flux maxi en kg/h :  Atelier IN SITU // C.O.V. // 110 // 0,5 ;  Installations d'encollage // C.O.V. // 50 // 3 ;  [...]  Installations de soudure // C.O.V. // 110 // 0,1 ;  Poussières // 100 // 0,1 ;  [...]  Four nouvelle peinture // Poussières // 100 // 0,08 ;  [...]  La valeur limite à respecter pour le paramètre COV correspond au rejet total de composés organiques à l'exclusion du méthane exprimée en carbone total. Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme par mètre cube rapportées à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)."</p> <p>En complément : Voir aussi l'arrêté ministériel du 2 février 1998 - article 30-22°.  (consommation de solvant selon le PGS 2021, inférieure à 15 tonnes par an)</p> <p>"Application de revêtement, notamment sur support métal, plastique, textile, carton, papier, à l'exception des activités couvertes par les points 19 et 20 : si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :  "Si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 100 mg/m<sup>3</sup>. Cette valeur s'applique à l'ensemble des activités de séchage et d'application, effectuées dans des conditions maîtrisées. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée. [...]"</p> <p>Dans ce cas, les VLE de l'atelier IN SITU et des installations de soudure sont de 100 mg/Nm<sup>3</sup> au lieu de 110 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p><b>Constats :</b> Le contrôle des émissions atmosphériques a porté sur les installations suivantes telles que dénommées dans l'arrêté préfectoral :  - Atelier IN SITU,  - Installation d'encollage,  - Installation de soudure,  - Four nouvelle peinture.  Nota : Ces installations comportent chacune plusieurs émissaires. Ainsi, les flux réglementés dans l'arrêté préfectoral sont à comparer à l'ensemble des émissaires d'un même atelier.</p> <p>1-Le contrôle réalisé par l'organisme agréé, les 7-9 septembre 2021, démontre la conformité des rejets pour les installations : Atelier IN SITU, Installation d'encollage, Four nouvelle peinture. Pour l'atelier IN SITU : 5 émissaires ; les concentrations en COVT vont de 0 (une installation au chômage) à 19,9 mg/Nm<sup>3</sup> et le cumul des flux donne 0,33 kg/h.  Pour l'installation d'encollage : 3 émissaires ; les concentrations en COVT vont de 11,4 à 46,2 mg/Nm<sup>3</sup> et le flux cumulé des émissaires est de 0,80 kg/h.  Pour le Four nouvelle peinture : 2 émissaires ; les concentrations en poussières vont de 0,019 à 0,381 mg/Nm<sup>3</sup> et le flux est de 0,22 g/h.  NOTA 1 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les VLE reprises dans le rapport de contrôle de l'organisme et sur lesquelles ce dernier appuie la conclusion des mesures. Pour ces VLE,</p>



<p>le bureau de contrôle n'applique ni les VLE de l'AP, ni celles de l'article 30-22° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, mais la VLE générique de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, article 27, qui est moins contraignante. De plus le bureau de contrôle vérifie la conformité du flux par émissaire et non par installation.</p> <p>NOTA 2 : Les valeurs de COV indiquées dans le rapport de mesure sont les COVt (totaux) alors que la prescription porte sur les COVnm (non méthaniques). L'inspection note que les résultats indiqués majorent la quantité de COVnm émis.</p> <p>2-Concernant les installations de soudure, l'exploitant précise ne pas avoir réalisé de mesure depuis moins d'un an. Cependant, il convient de noter que les installations de soudure jusqu'en 2020 n'avaient pas de rejet canalisé. Depuis fin 2020, des aspirations avec filtration ont été mises en place pour la soudure. L'exploitant a indiqué réaliser des mesures des émissions : bon de commande du 15 mars 2022 pour intervention prévue le 16 mars 2022.</p>
<p><b>Observations :</b> Considérant la commande réalisée par l'exploitant, aucune suite proposée dans l'immédiat.</p> <p>L'exploitant devra transmettre les résultats de mesure dans un délai n'excédant pas 15 jours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### Nom du point de contrôle : Émissions atmosphériques – surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2002, article 32.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions atmosphériques des installations – surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au moins une fois par an, une mesure des paramètres définis à l'article 31.3 sera réalisée par un organisme indépendant de l'exploitant. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Pour les installations : Atelier IN SITU, Installation d'encollage, Four nouvelle peinture, le dernier contrôle date de moins d'un an (septembre 2021).</p> <p>Les émissions des installations de soudure n'ont fait l'objet d'aucun contrôle des émissions depuis moins d'un an. L'exploitant a transmis le 15 mars 2022 un bon de commande pour réaliser une surveillance des émissions de l'installation, programmée le 16 mars 2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**Nom du point de contrôle : Émissions atmosphériques – COV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant les entrées et les sorties de solvant des installations. Ce plan est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.  Il mettra notamment en évidence : <ul style="list-style-type: none"><li>- le flux annuel des émissions diffuses de COV de l'établissement</li><li>- le flux annuel des émissions canalisées de COV de l'établissement</li><li>- un examen de la conformité par rapport aux dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté et les actions correctives mises en œuvre ou planifiées en cas de non-conformité</li><li>- les actions prévues pour réduire la consommation de solvants.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des solvants (PGS) n'est pas transmis annuellement à l'inspection depuis plusieurs années. L'exploitant l'a présenté lors de l'inspection et transmis par courriel du 8 mars 2022. L'inspection précise que le PGS peut être communiqué par l'intermédiaire de la plateforme GEREPP selon les modalités définies par l'arrêté ministériel du 31/01/08 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (annexe III – 10.1).  L'exploitant n'a pas pu justifier les valeurs retenues pour les paramètres O6, O7 et O9 du PGS. Ces paramètres visent notamment à exclure des émissions les solvants rejetés en tant que déchet, ou restant dans le produit fini. En cas de surévaluation des paramètres, les émissions diffuses seront sous-évaluées.  Notamment, il est estimé que 15% de la quantité de solvant restent sur le moule ou au sol après vaporisation (activité de moussage), et autant pour les cabines (d'encollage) ; il s'agit du paramètre O9. Nota : ces 15% ne se cumulent pas, ces deux activités ne font pas intervenir les mêmes solvants. Toutefois il est également estimé que 25% de la quantité de solvant utilisée finit dans les déchets notamment en raison de l'utilisation de cartons de protection dans les cabines d'encollage, et de chiffons de nettoyage ; il s'agit du paramètre O6. Au regard de la description des paramètres et des observations sur site, il apparaît qu'une part des solvants du paramètre O9 pourrait être également dans le paramètre O6, induisant un double compte : par exemple, le paramètre O9 intègre les solvants projetés hors du produit, dans la cabine d'encollage (15%), or on retrouve une part de ces solvants sur les cartons de protection, donc dans les déchets (donc inclus dans les 25%).  Au regard de la proportion d'émission diffuse (environ 2,6% des solvants utilisés, pour une prescription dans l'arrêté préfectoral à 20%) il peut être supposé que l'impact d'une surévaluation des paramètres précités reste limité.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué qu'une réflexion sera menée sur les paramètres du PGS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Émissions atmosphériques – COV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions de COV
<b>Prescription contrôlée :</b> Le flux annuel sur l'établissement des émissions diffuses de COV ne doit pas dépasser 20 % de la quantité annuelle de solvants utilisée.
<b>Constats :</b> Dans le PGS 2021, les émissions diffuses sont évaluées à 2,6 % des solvants utilisés. Au regard de l'autre constat sur le PGS, cette proportion pourrait être revue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques de la chaudière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I – point 6.2.4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE de la chaudière
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et : [...] - de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 2 MW, à compter du 1er janvier 2030. [...] [tableau non reproduit] Concentration en NOx : 150 mg/Nm <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Le rapport de contrôle des émissions atmosphériques de la chaudière du 17/06/2019 démontre le respect des VLE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Rejets atmosphériques de la chaudière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I – point 6.3 – I et II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions de la chaudière
<b>Prescription contrôlée :</b> I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW [...], par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O <sub>2</sub> , SO <sub>2</sub> , poussières, NO <sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.[...]  II. La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser des mesures des émissions de sa chaudière (le 17/06/2019). L'inspection note que la fréquence de contrôle est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet